

Deux grandes approches s'opposent aujourd'hui sur la question dite du « genre » : d'une part, les perspectives « différentialistes », qui postulent l'existence de différences innées entre les sexes sur le plan des comportements, des préférences et des aptitudes. D'autre part, les courants « constructivistes », qui avancent l'idée d'une construction sociale des catégories de « féminin » et de « masculin ». Si, pour les différentialistes, le genre et le sexe sont une seule et même chose – les normes du féminin et du masculin écouleraient naturellement du sexe biologique –, les constructivistes refusent tout essentialisme et penchent plutôt pour l'hypothèse très beauvarienne selon laquelle « on ne naît pas femme, on le devient ». Selon cette conception, les clichés sur le genre seraient produits et reproduits par l'éducation et la socialisation. Appliquée à la question des femmes en politique, cette dichotomie est particulièrement éclairante. Selon la perspective différentialiste à nouveau très en vogue, on entend en effet souvent que les différences naturelles entre les sexes influenceraient fortement la façon dont les hommes et les femmes font de la politique. Cette approche n'est pas nouvelle. Ainsi, la fermeture de la sphère politique aux femmes a longtemps été justifiée par l'argument selon lequel leur tendance naturelle à s'intéresser aux choses concrètes, aux émotions, aux relations de proximité et à la famille les rendaient inaptes à participer à l'exercice du pouvoir.

Avant que les femmes ne se voient octroyer – en grande partie grâce au combat d'une minorité aussi combattive qu'éclairée – le droit de voter et d'être élues, de tels clichés étaient largement répandus dans nos sociétés. Certes, plus personne n'oserait aujourd'hui prétendre que les femmes ne sont pas aptes à la gestion des affaires publiques. Mais cela ne veut pas dire que le différentialisme a disparu sur ces questions. Désormais, le discours sur les différences de nature entre les sexes a pris une apparence relativement bienveillante, puisqu'il insiste sur les qualités féminines qui découleraient de ces différences naturelles et innées. En effet, si une telle rhétorique peut être ouvertement conservatrice, elle peut aussi se parer des atouts les plus progressistes. Dans la première perspective, ces qualités censément féminines sont avancées pour justifier, voire, réclamer que les femmes passent plus de temps à s'occuper de leurs enfants et de leurs foyers, même si cela doit se faire aux dépens de leur carrière et de leur épanouissement personnel. Dans la seconde approche, on ne leur dénie pas la possibilité de s'engager en politique mais on s'attend à ce qu'elles le fassent dans un sens spécifiquement « féminin » : qu'il s'agisse du soin particulier qu'elles sont censées donner à leur apparence ou de leur nature supposément plus empathique, douce ou coopérative, leur féminité est censée leur conférer une approche toute particulière de la politique. Parfois, ce discours se couple à des attentes fortes sur ce que ces « atouts féminins » seraient en mesure d'apporter à l'exercice du pouvoir.

Les femmes semblent alors porter en elles un espoir de changement, de renouveau, grâce à une manière de faire de la politique qui serait à la fois belle, humaine, douce et altruiste. Et pourtant, les études scientifiques récentes sur le sujet révèlent tout sauf un consensus sur la question : l'existence de différences naturelles entre les sexes sur le plan des comportements

fait l'objet d'âpres controverses parmi les experts, les études sur le cerveau, les gènes ou les hormones ayant conduit à des résultats divers et souvent contradictoires. En revanche, la transmission de stéréotypes de genre par l'éducation et par la socialisation est, quant à elle, clairement établie. Les thèses sur la plasticité du cerveau permettent pas ailleurs de douter de la pertinence de ces querelles, à partir du moment où l'impact physiologique potentiel de la socialisation est le plus souvent réversible. L'état de la science impose donc, sur ce sujet comme sur tant d'autres, du scepticisme ou, à tout le moins, de la prudence. Mais surtout, l'approche différentialiste, même quand elle se veut bienveillante, continue à enfermer les femmes dans des clichés et des attentes d'une étroitesse potentiellement étouffante. Tout comme le préjugé encore dominant d'une nature masculine faite d'un mélange de rationalité, d'agressivité, de compétition et d'égoïsme peut être extrêmement pesant pour les hommes qui s'en écartent, ces stéréotypes sur la féminité en politique s'opposent à l'idéal de liberté. Chacun, homme ou femme, devrait pouvoir définir sa propre conception de l'action politique, ses fondements, ses ressorts et ses fins. Plutôt que d'une injonction symbolique liée à l'appartenance à tel ou tel sexe, cette façon d'appréhender la politique devrait avant tout relever d'un choix personnel. En Europe, les femmes continuent à être minoritaires dans toutes les institutions politiques, au niveau national comme européen. S'il faut remédier à cet état de fait, c'est avant tout parce qu'il s'agit d'une inégalité structurelle qui occulte et réprime la moitié de la population, tout en privant la société de leur talent, et non pas parce qu'un plus grand nombre de femmes dans les sphères de décision politique engendrerait forcément des résultats meilleurs ou distincts. En effet, il est loin d'être sûr que les femmes qui atteignent les sphères de pouvoir se comportent autrement que les hommes, ni même qu'elles utilisent ces positions pour promouvoir les visions ou intérêts des autres femmes.

Les divergences entre groupes sociaux et entre individus sont en effet autant, sinon plus, importantes que les différences entre le « groupe femmes », d'un côté, et le « groupe hommes », de l'autre. De plus, les femmes ne devraient pas avoir à se présenter comme intrinsèquement différentes ou meilleures que les hommes pour acquérir la liberté effective de s'épanouir selon les modalités qui leur conviennent. Un plus grand accès des femmes aux postes de pouvoir doit s'imposer tout simplement en vertu du principe d'égale liberté de chacun à se réaliser comme il l'entend, indépendamment de tout préjugé. Même enrobés de compliments sur la valeur ajoutée de la « féminité », ces stéréotypes ne sont finalement que les avatars de tentatives séculaires et iniques d'enfermer les femmes dans des carcans symboliques, afin de mieux les contrôler.